
Jérôme ROUDIER, dir., *Médias et cultures en dialogue*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Audiovisuel et communication, 2016,
282 pages

Olivier Kouassi Kouassi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11296>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.11296

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 498-500

ISBN : 9782814303256

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Olivier Kouassi Kouassi, « Jérôme ROUDIER, dir., *Médias et cultures en dialogue* », *Questions de communication* [En ligne], 31 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 12 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11296> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11296>

Questions de communication is licensed under CC BY-NC-ND 4.0



qu'écran, ou en tant que séquences frappantes de bruits » (p. 74) et qui peuvent, à l'intérieur de ce cadre, fonctionner comme des mondes fictionnels autonomes. Ces fictions sont présentées par le sociologue allemand comme « résolvant elles-mêmes l'incertitude qu'elles ont créée » (p. 80). Elles produisent une différence qui leur confère une unité : « L'unité d'une œuvre est l'unité de la différence, intégrée en elle, de l'avenir du passé » (*ibid.*). Niklas Luhmann revient de façon appuyée sur le fait que « le divertissement présuppose des objets réels » (p. 75). Ainsi, pour lui, l'imagination a-t-elle besoin de l'information et « c'est ce qui permet aux médias de masse de construire, à partir de leur code information/non information le domaine de programme qu'est le divertissement » (*ibid.*). Le divertissement joue avec le savoir disponible pour s'en détacher et contribue, comme les mythes, à la projection de ce que le spectateur à lui-même éprouvé.

La troisième et dernière idée considère la nature même de la communication masse-médiatique comme encourageant le soupçon de manipulation. La lecture de l'ouvrage de Niklas Luhmann étonne quant à son insistance sur le soupçon de manipulation imputé au système médiatique. Il suffit d'ouvrir la première et la dernière page de celui-ci pour en prendre conscience : « Nous soupçonnons que nous sommes manipulés [...]. La solution du problème ne peut pas être trouvée, comme dans les romans d'épouvante du XVIII^e siècle, dans un personnage secret qui tire les ficelles à l'arrière-plan, comme aimeraient le croire les sociologues eux-mêmes » (p. 7) ; « Comment est-il possible d'accepter les informations concernant le monde et la société comme étant des informations sur la réalité lorsque l'on sait comment elles sont produites ? » (p. 163). Niklas Luhmann propose deux pistes pour expliquer cette défiance permanente. La première fait l'objet d'un chapitre entier (pp. 157-163). En abordant la cybernétique de second ordre, le sociologue allemand montre que les médias désignent continuellement ce au sujet de quoi ils communiquent. En même temps, cette désignation, synonyme de distinction, nécessite l'utilisation de schèmes inconscients pour ceux qui les utilisent. Pour le dire autrement, « les médias restent invisibles à eux même en tant qu'observateurs » (p. 158). Ils produisent en quelque sorte une réalité dont ils ne peuvent expliquer la genèse, facilitant ainsi les suspicions. La deuxième concerne l'absence de consensus face à la réalité des médias de masse qui rend possible une « communication individualisée [qui] n'est pas obligée de se représenter comme une erreur ou une pathologie » (pp. 127-128). Niklas Luhmann en tire une conclusion très intéressante pour

la période actuelle : « Si cela constitue un diagnostic correct, on peut également comprendre pourquoi les fondamentalismes de toutes sortes se développent dans ces conditions communicationnelles » (p. 128).

En définitive, cet ouvrage dense devrait contribuer à accroître l'intérêt encore très limité des chercheurs français en sciences de l'information et de la communication pour le travail de Niklas Luhmann. Il offre une heuristique puissante pour repenser de façon originale et féconde le champ médiatique. Il permet de trouver l'angle à partir duquel peuvent être réunis les travaux sur les industries culturelles, la publicité et le traitement médiatique de l'actualité. Il contribue à une réinterprétation et à une réhabilitation des pressentiments de Marshall McLuhan, dont les écrits sont tombés un peu en désuétude par les exagérations et le style fantasque de l'universitaire canadien. Enfin, il offre une utilité évidente pour la récente et fragile économie de l'attention.

Patrick Bourgne

CES, université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, F-63000
pabourgne@gmail.com

Jérôme ROUDIER, dir., Médias et cultures en dialogue

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Audiovisuel et communication, 2016, 282 pages

Médias et cultures en dialogue offre un regard panoramique sur la place occupée par les médias dans les processus de mutations socioculturelles et politiques. Se positionnant dans une perspective pluridisciplinaire, les différentes contributions présentent les médias comme des acteurs incontournables, des plateformes d'expression de la culture, entendue comme l'ensemble des pratiques, des croyances et de modes de vie propres à un groupe social. La lecture de l'ouvrage – qui prolonge les réflexions engagées lors de la journée d'étude du même nom qui s'est tenue le 5 avril 2012 à Lille – fait apparaître quatre points centraux : l'historique des médias en Europe ; l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la sphère politique asiatique ; la place des médias dans les échanges culturels ; la valorisation de l'audiovisuel dans les dispositifs des TIC.

Dans « Machiavel et la communication politique » (pp. 11-23), en s'appuyant sur les écrits de Nicolas Machiavel et en remontant à ce qu'il convient d'appeler l'origine de la communication politique dans la République florentine, Jérôme Roudier présente l'organisation du pouvoir politique à cette époque comme prémices de la démocratie moderne. Comme

l'indiquent les écrits du penseur italien (p. 20), l'étroit lien entre médias et politique semble se former à travers les correspondances familiales qui font parfois l'objet de lectures publiques. Quoi que, dans son expression contemporaine, la politique (gestion de la cité) soit assimilée aux médias et à l'espace public, dans la République florentine, il existait « une forme embryonnaire » de communication politique mise en œuvre dans des « espaces publics » (p. 22) à travers « des instances » de dialogue « informelles » et relativement indépendantes mais dont l'influence sur l'organisation et le fonctionnement de la vie publique était réelle. Les fondements organisationnels et pratiques du journalisme moderne paraissent clairement avec l'article de Sabine Dumouchel, « Les journaux littéraires au XVIII^e siècle : premier espace public médiatique virtuel ? » (pp. 27-42). Le journal littéraire se veut « un outil critique » des ouvrages publiés. Sur ce fait, il faut retenir que le choix des sujets est influencé par le public qui a un droit de réponse sur la pertinence et la véracité des ouvrages publiés. On pourrait affirmer que le titre d'envoyé spécial est né à partir de cette technique structurelle et pratique des journaux littéraires du XVIII^e siècle (p. 33).

L'impact des médias dans les mutations culturelles est plus perceptible dans l'examen de la pratique journalistique moderne. En effet, les articles portant sur l'Asie, dont l'un sur la Corée du Sud et l'autre sur le Japon, sont révélateurs. Hong Li analyse « L'influence des réseaux sociaux sur la vie politique de la Corée du Sud » (pp. 67-81). Longtemps considéré comme un territoire inaccessible à la démocratie moderne, le pays bascule dans ce nouvel ordre de gouvernance (démocratie) avec l'entrée en scène des TIC, et notamment les réseaux sociaux, dans les campagnes électorales (p. 72). Tino Bruno propose une « Étude comparative du cadrage médiatique des manifestations antinucléaires japonaises après la catastrophe de Fukushima » (pp. 83-101). On en retient notamment que la pression diplomatique, politique et médiatique occidentale n'a pas permis de relayer à l'échelle internationale l'ampleur des manifestations antinucléaires japonaises, signal fort du désir de liberté du peuple japonais (p. 85).

De même que ces transformations sociopolitiques en Asie, l'interculturalité s'exprime par les médias : ils sont acteurs de la visibilité et de la mobilité de pratiques culturelles locales. L'article de Zineb Majdoui consacré aux musiciens gnawas du Maroc (« Musiciens du monde, enjeux socio-spatiaux des médiations musicales », pp. 105-120) et celui de Sabine Lesenne qui analyse les danses traditionnelles tchadiennes à l'épreuve des

espaces culturels occidentaux (« Espace graphique et culture traditionnelle : cinétopographie Laban et danses du Tchad », pp. 123-133) confirment l'importance des médias dans la reconnaissance de certaines cultures.

Enfin, l'ouvrage interroge l'importance des arts audiovisuels mis en scène dans les dispositifs des TIC. L'exemple des réalisateurs mexicains Alejandro González Iñárritu et Carlos Reygadas cités dans l'article de Marie-Julie Catoir-Brisson, « Hybridation culturelle dans le cinéma mexicain contemporain : penser le dialogue entre espaces (inter)culturels et (inter)médiatiques à partir d'une anthropologie de la communication » (pp. 155-173), est assez parlant. Pour l'auteure, l'« hybridation » culturelle constitue le fer de lance du succès de ces réalisateurs à l'échelle internationale.

Médias et cultures en dialogue repositionne le débat sur l'interculturalité aujourd'hui qualifiée d'élément déterminant dans la société de l'information ou de la communication. On pourrait s'interroger sur l'efficacité ou non des médias dans la promotion des valeurs culturelles universelles. De nombreuses organisations non gouvernementales, notamment l'Unesco, appellent de leurs vœux une pratique journalistique plus citoyenne et sociale. Sur cette question, l'ouvrage dresse un état des lieux satisfaisant des médias vus comme facteurs de mobilité, d'internationalisation, d'unification des cultures au sens large du terme. D'ailleurs, il se termine sur une invitation à l'éducation aux médias appréhendée comme cadre d'interculturalité. Que serait donc le poids de la culture dans ce dialogue dans la mesure où les médias semblent détenir la force absolue de faire (rendre visible) et de défaire (faire disparaître) certaines cultures, des minorités linguistiques ? Cette inquiétude est partagée dans l'ouvrage *Les Médias de la diversité culturelle dans les pays latin d'Europe* (A. Lenoble-Bart, M. Mathien, dirs, Bruxelles, Bruylant, 2011) qui révèle notamment que, malgré les efforts des Nations Unies dans la promotion de ce qu'on peut qualifier d'identités culturelles reculées de la civilisation, les médias généralistes d'envergure internationale paraissent muets tandis que ceux de ces « minorités » sont largement sous-représentés et donc incapables d'une auto-valorisation culturelle. Dans *Médias et cultures en dialogue*, il apparaît clairement que les médias fondent la société moderne en privilégiant l'expression culturelle. D'où la question d'envisager une possible mobilité culturelle en dehors des médias. Les exemples des musiciens gnawas du Maroc, des Sud-Coréens ou des Japonais présentés dans cet ouvrage comme ayant adopté de nouvelles habitudes culturelles du fait de leur exposition intensive aux

médias sont évocateurs. Peut-on parler de dialogue même quand un seul acteur impose ses règles à son interlocuteur ? Dans le sens classique du terme, un dialogue présuppose qu'il y ait un certain équilibre des forces entre dialogueurs. Ce qui ne semble pas être le cas entre cultures et médias à en croire les certains chapitres. Reste encore à savoir si l'apprentissage aux médias renvoie ou contribue effectivement et forcément à l'interculturalisme comme l'indique la dernière contribution de Marlène Loicq (pp. 235-254).

Olivier Kouassi Kouassi

Crem, université de Lorraine, F-54000
Kouassi-olivier.kouassi@univ-lorraine.fr

Doina SPIȚĂ, Mihaela LUPU, Dana NICA, Iulia NICA, eds,
*Les Approches plurielles dans l'éducation aux langues :
l'intercompréhension en présence et en ligne*
Iași, Editura Universității « Alexandru Ioan Cuza »,
2016, 252 pages

Au sein de l'association d'États souverains que depuis 25 ans on appelle l'Union européenne, les problèmes d'ordre social, économique, environnemental, juridique, religieux, culturel qui attendent d'être réglés se multiplient, réclamant le renouvellement constant des voies et des moyens destinés à leur apporter une solution adéquate. La diversité ethnique, linguistique et culturelle de la population amenée à vivre et à remplir des fonctions sociales de tous genres, à l'intérieur de cette association de pays indépendants, est à la fois étonnante, prometteuse – aux yeux de ceux qui rêvent d'un mieux-être collectif –, mais peut-être aussi légèrement inquiétante, au regard du comportement de l'être humain invité à affirmer son identité personnelle en comparaison de celle de l'autre/des autres. Les réactions individuelles face à l'altérité, surtout l'attitude de groupes importants de personnes devant la *différence* dont chacun est tenu d'admettre la présence, à proximité, dans la région, ne sont certainement pas choses faciles à gérer. Par nous-mêmes, mais avant tout par les dirigeants politiques qui ne sauraient ignorer les effets des mobilités toujours plus importantes, avec le phénomène de la mondialisation, visible à l'échelle planétaire – ou encore les effets d'une migration massive, accélérée par les spécificités de contextes géopolitiques variés, par les aléas de l'histoire d'une nation ou d'une autre. Comment s'y prendre, au niveau (des divers pays ou de l'ensemble) de l'Union européenne, pour faciliter la communication personnelle et institutionnelle entre individus n'ayant ni traditions, ni besoins communs, entre groupes ethniques que presque tout sépare, en premier lieu la langue qu'ils parlent ? Fort de certaines expériences positives

antérieures, le Conseil de l'Europe n'a pas tardé à chercher des stratégies adéquates. Le *Cadre européen commun de référence pour les langues* (<https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016802fc3a8>) qui s'est vu diffuser avec succès sur notre continent, dans les années 2000, pouvait servir de modèle ou de point de départ.

S'intéressant de près aux approches plurielles dans l'éducation aux langues, Michel Candelier, professeur à l'université du Maine (France), s'engagea, dès 2004, dans l'étude systématique des formes que pouvait alors revêtir le souhait de nombreux enseignants, essentiellement des praticiens s'adressant à des enfants/élèves bilingues. Le souhait consistait à ne plus réduire la classe de langues vivantes au travail sur une seule langue, mais de mettre régulièrement à profit l'ensemble des compétences linguistiques existantes chez les apprenants à un moment donné, d'amener ces derniers à établir des liens entre les (variétés de) langues connues et utilisées – ou bien même entre leur(s) langue(s) maternelle(s) et des langues inconnues –, de transformer l'activité pédagogique courante en une activité intégrative, fondée sur le décloisonnement des enseignements langagiers. Comme Michel Candelier le précise dans un exposé présenté en 2014 lors d'une réunion de l'OEP (Observatoire européen du plurilinguisme), historiquement, ces formes se déclinent dans l'ordre suivant : a) l'éveil aux langues ; b) la didactique intégrée ; c) l'intercompréhension des langues parentes ; d) les approches interculturelles (<https://www.youtube.com/watch?v=tvYOK7pqN98>, consulté le 17/03/17). En 2012, à la tête d'une équipe de collaborateurs, Michel Candelier publie *Le CARAP. Un Cadre de Référence pour les Approches Plurielles des Langues et des Cultures. Compétences et ressources* (Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2012 [2015], <http://apfmalte.com/uploads/CARAP.pdf>), qui est essentiellement un référentiel de compétences, accompagné, sur le site créé pour en assurer la diffusion la plus large possible, de matériaux didactiques en ligne, en relation avec le référentiel, et d'instruments pour la formation initiale ou continue d'enseignants. Le CARAP a déjà inspiré plusieurs curriculums officiels sur lesquels s'appuie l'activité didactique des professeurs de langues de divers pays européens. De nombreux projets européens mis en place au cours de la dernière décennie ont eu le rôle d'encourager le développement des approches plurielles dans l'éducation aux langues. L'un d'eux, connu sous le nom de MIRIADI (Mutualisation et innovation pour un réseau de l'intercompréhension à distance), d'une durée de 3 ans (2012-2015), a permis aux partenaires européens d'organiser des débats